

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 27/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERMOT TP (IME mâchefers)

16 rue Pasteur
25650 Gilley

Références : UID257090/SPR/FNB/SB 2024 - 0527D
Code AIOT : 0012900070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement VERMOT TP (IME mâchefers) implanté RANG DE BEMONT 25390 FLANGEBOUCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Quelques généralités sur les mâchefers

Les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) sont des déchets provenant de l'extraction des matières solides en sortie de four des installations de traitement thermique des ordures ménagères relevant de la rubrique n° 2771 de la nomenclature ICPE. En effet, après le passage des déchets dans le four, il reste ces mâchefers et des métaux, qui résistent aux très hautes températures des fours. Ces mâchefers représentent en masse environ 15 à 20 % des déchets incinérés. Les MIDND sont obligatoirement recueillis séparément des cendres volantes et des cendres sous chaudière.

Ces mâchefers contiennent des métaux lourds (cuivre, plomb, nickel, chrome), toxiques pour la santé humaine comme pour l'environnement. Au contact de l'eau, ces particules sont, en effet, susceptibles d'être lixiviées et de contaminer les sols, les eaux superficielles ou les nappes.

Référentiel réglementaire

Après un déferraillage, suivi d'un traitement de carbonatation naturelle (maturation), ces mâchefers peuvent toutefois être utilisés en techniques routières selon leur composition. Il existe ainsi deux catégories de mâchefers valorisables, les mâchefers pour un usage de type 1 et les mâchefers pour un usage de type 2. Ces derniers (type 2) ont des concentrations en éléments polluants plus faibles permettant des usages pour la construction des merlons connexes à la plateforme routière ou de plateformes d'activités économiques ou agricoles.

L'usage de type 3 ne concerne pas les mâchefers mais d'autres matériaux alternatifs (matériaux de déconstruction issus du BTP pour exemple).

Les conditions de recyclage des MIDND en technique routière sont définies par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

La note technique du 29 mars 2016 de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) du ministère de l'Environnement précise la nature des ouvrages de travaux publics comparables (sur le critère de la maîtrise du risque de lixiviation des polluants contenus dans les mâchefers) aux ouvrages routiers et les conditions de mise en œuvre des MIDND associée .

Cette note fait par ailleurs référence au guide technique Sétra d'octobre 2012 « *acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière - Les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND)* ».

Si le lot de MIDND ne répond pas aux critères d'usage de type 1 et/ou 2 (donc, s'ils appartiennent à la catégorie « S ») alors ils doivent obligatoirement être dirigés vers une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dûment autorisée.

Contexte de l'inspection du site de Flangebouche

L'inspection est réalisée dans un contexte de contrôles menés (sur le périmètre 25/70/90) sur les flux (volumes mis en jeu, transferts depuis les usines d'incinération vers les installations aptes à les recevoir pour maturation, puis chantiers de mise en œuvre de MIDND utilisés en tant que « matériaux alternatifs » (substitution de granulats)) de MIDND générés essentiellement par les usines d'incinération de Besançon / Pontarlier / Bourogne / Noidans le Ferroux / Montbéliard.

L'inspection est focalisée sur la partie de la plate-forme de Flangebouche correspondant à une sorte de « L » majuscule inversé, sur une large partie Est, avec retour au Sud. En effet cette partie de la plate-forme :

- n'est couverte ni par l'autorisation de la société des enrobés du plateau « SEP », ni par l'autorisation de la plate-forme de maturation de mâchefers (IME), ni par l'enregistrement de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI, dont la fin d'autorisation est fixée à 2027).
- a manifestement fait l'objet d'apports massifs de MIDND depuis plusieurs années (selon : 1/ les photos aériennes - bien qu'il ne soit bien sûr pas possible d'identifier de manière certaine une nature de matériau par ce seul moyen, et 2/ les registres de traçabilité de la plate-forme de maturation de mâchefers).
- accueille depuis plusieurs années, des quantités importantes de matériaux divers (croûtes d'enrobés, fraisats d'enrobés, granulats recyclés de diverses origines, etc.)(cf. photo), sans faire l'objet d'un encadrement administratif.

Sa superficie totale (*modulo* le fait qu'il est assez difficile de très nettement distinguer la limite de l'ISDI et de cette « Zone », à l'Est comme au Sud) peut être évaluée à environ 2 ha (20 000 mètres carrés).

Dans la suite du présent rapport, cette partie en forme de L inversé de la plate-forme de Flangebouche sera, par commodité, appelée « zone Est - Sud ».

NB : la plate-forme de Flangebouche dans son ensemble, est localisée sur les parcelles cadastrales numérotées 0003 et 0004, section ZS.

L'exploitant confirme que des MIDND ont bien été utilisés (et continuent de l'être, même si l'objectif de nivelage est presque atteint, conduisant à un flux s'amointrissant) pour ce « nivelage ».

Deux sujets sont investigués (à ce stade, essentiellement à l'aide d'interrogations à l'attention de l'exploitant pour comprendre globalement dans quelles conditions ont été réalisées les opérations de nivelage) :

- la traçabilité (comprenant la caractérisation physico-chimique) des lots de MIDND mis en œuvre sur cette « zone Est-Sud » (en référence, essentiellement, aux exigences de l'AM du 18/11/2011) ;
- les conditions techniques précises de leur mise en œuvre (en référence, essentiellement, à la note technique de la DGPR venant élargir les utilisations possibles, sur la base du guide Sétra).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERMOT TP (IME mâchefers)
- RANG DE BEMONT 25390 FLANGÉBOUCHE
- Code AIOT : 0012900070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant précise la situation de la « zone Est – Sud » correspondant à la photo aérienne de 2020 : à l'époque, les tas de matériaux visibles n'étaient pas des tas de mâchefers. Il s'agissait selon lui :

- pour partie (essentiellement en zone Sud) de matériaux inertes, issus des travaux de terrassement de différents hangars (autorisés par permis de construire, rendant possible un traitement des déblais de terrassement). Ces matériaux ont, selon l'exploitant, été préparés, concassés, criblés (et in fine évacués, au moins pour certains).
- pour partie (essentiellement en zone Est) de fraisats et croûtes d'enrobés.

NB : le découpage de chaussées génère des plaques d'enrobés : matériau grossier, épais (« croûte d'enrobés ») ; le rabotage, sur faibles profondeurs, des couches de roulement de chaussées à reprendre, génère quant à lui du fraisat d'enrobés. Les fraisats sont mieux à même de rentrer dans la fabrication d'enrobé (leur granulométrie est fine, ils peuvent être injectés dans le process de fabrication d'enrobés pour produire un enrobé « partiellement recyclé »).

L'exploitant souligne la politique interne de l'entreprise Vermot : aucune croûte d'enrobé n'est déposée en décharge de quelque nature et les fraisats d'enrobés sont re-criblés (de 0-40 à 0-16 mm), puis réinjectés (à hauteur de 40 %, moyenne en France, selon lui : 20 %) dans l'installation de production d'enrobés.

En lien avec cette politique interne de recyclage de matériaux en substitution de granulats naturels, l'exploitant précise qu'il a donc prévu de dédier une partie de la plate-forme de Flangebouche à du transit / tri / formulation de matériaux recyclés. Il explique donc les apports de matériaux dans la « zone Est-Sud » par la volonté de venir « rattraper » la cote à terme de l'ISDI, et de constituer ainsi une zone plane de surface suffisante pour y faire transiter / cribler / formuler des matériaux recyclés dans de relativement bonnes conditions. L'exploitant se donne pour objectif, considérant l'arrêt de

l'ISDI en 2027, de finaliser ce « nivelage » global d'ici 2 ans. À cette échéance, il imagine disposer d'une vaste surface plane, sur laquelle il pourra mettre en place des tas de matériaux divers issus de chantiers, en vue de monter en puissance sur sa stratégie de production de granulat (au sens très large) recyclé.

Il fait part, par ailleurs, d'un projet (qui n'a pas encore fait l'objet d'une information officielle de l'administration) de renaturation de la périphérie de la plate-forme de Flangebouche (à l'aide, principalement, de plantations), pour améliorer l'insertion paysagère du site (note de l'inspection : qui contraste, à ce jour, dans un environnement immédiat très naturel / agricole).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Critères à respecter	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Non dilution	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	0 jour
3	activité de transit de produits minéraux	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Statut du dépôt de mâchefers	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Conditions de mise en œuvre des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe, 1°	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Porter à connaissance	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 181-46-II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une vaste et épaisse plate-forme a été constituée sur plusieurs années, par des apports successifs de dizaines de milliers de tonnes de MIDND en vue (selon l'exploitant) de constituer *in fine* une plate-forme plane permettant l'extension de l'activité de transit de produits minéraux.

Les conditions précises de mise en œuvre des MIDND doivent être clarifiées, ainsi que l'utilité même de cet aménagement (dont les premiers échanges avec l'exploitant tendent à démontrer qu'il n'a pas été réalisé de manière totalement conforme aux dispositifs réglementaires et techniques en vigueur).

Dans l'attente de ces clarifications, l'inspection demande à l'exploitant d'évacuer vers une filière autorisée les MIDND présents sur le flanc sud-Ouest de la « Zone Est-Sud » exposés aux eaux météoriques (et ne remplissant aucune fonction utile), et interdit tout nouvel apport de MIDND sur la zone en question.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Critères à respecter

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des mâchefers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les lots périodiques de MIDND qui peuvent être recyclés au sein d'ouvrages routiers sont les lots périodiques servant à l'élaboration de matériaux alternatifs et de matériaux routiers dont les caractéristiques mécaniques sont conformes aux normes de spécifications d'usage en vigueur concernant les usages routiers visés et dont les caractéristiques environnementales respectent les critères de recyclage définis à l'annexe du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>A titre introductif : les critères importants pour l'innocuité environnementale des aménagements mettant en œuvre des MIDND sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « qualité » (type 1 ou type 2) des MIDND mis en œuvre ; - épaisseur maximale des MIDND mis en œuvre ; - « Revêtement » (visant à assurer une imperméabilité) / « couverture » (visant plutôt à assurer une limitation de l'infiltration) des MIDND mis en œuvre ; - délai s'écoulant entre le début des opérations de mise en œuvre des MIDND et la finalisation du revêtement / couverture ; - pente finale de l'aménagement revêtu / recouvert (selon principalement : la nature de l'aménagement (route ou aménagement connexe, merlon, plate-forme, etc.), la qualité des MIDND mis en œuvre, la nature du revêtement), la pente finale à respecter (favorisant le ruissellement en surface, et donc la non-infiltration / la non-lixiviation des MIDND) varie. <p>Les équipements nécessaires pour réaliser les traitements des MIDND (déferrailage le cas échéant, traitement secondaire, ajout de liants hydrauliques), sont présents au moment du contrôle sur site (ils sont au nom de « STVM », et non « Vermot »). Ils sont stationnés sur le périmètre de l'IME, ce qui permet de disposer d'une surface de travail importante et, de surcroît, intégralement enrobés ; l'exploitant indique tenir à jour un tableau des flux entrants / « sortants » (les MIDND ne <i>sortent</i> pas de la plate-forme de Flangebouche, puisqu'ils sont dirigés vers la « Zone Est-Sud », mais ils <i>sortent</i> effectivement de l'installation de maturation et d'élaboration de MIDND).</p> <p>L'exploitant estime avoir déployé des techniques correspondant à celles appliquées en technique routière, à savoir : un engin étale les MIDND, qui sont ensuite compactés (jusqu'à atteinte de la consigne de compacité), puis revêtus d'un « enduit » bitumineux (dans les parties planes) ou de terre (talus). Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique que le revêtement à l'aide de l'enduit bitumineux intervient en général le lendemain, ou au pire sous une semaine (il précise que, tout étant disponible sur place, l'opération est facilitée / accélérée). Il donne l'exemple d'une campagne de mise en œuvre de lots de MIDND menée les 17-18-19-23 octobre 2023 : le 24/10/2023, l'enduit avait été mis en œuvre (<u>l'information n'a pas été vérifiée le jour de l'inspection</u>).</p>

Pour chaque campagne de mise en œuvre, l'exploitant indique avoir réalisé des photos de chantier, des photos de la plate-forme « intermédiaire » revêtue ; elles n'ont pas été visualisées lors de l'inspection. L'enduit superficiel est une couche d'émulsion (eau / bitume) ; cet enduit est *in fine* « clouté » avec du gravillon. L'exploitant ne fait pas mention de la mise en place d'une couche de grave naturelle entre le mâchefer et l'enduit (comme prévu dans le guide Sétra, en matière de technique routière).

Interrogé sur la maîtrise de la pente finale (autre critère important des guides techniques de mise en œuvre de MIDND, réputé garantir le respect des critères d'innocuité environnementale), l'exploitant n'a pas été en mesure de caractériser / garantir la pente finale de chaque plate-forme intermédiaire (ni celle de la plate-forme finale).

Lors du contrôle sur le terrain, les constats suivants ont été réalisés :

- sur la quasi-totalité de la surface qui a été parcourue lors du déplacement sur la « Zone Est-Sud », un enduit est effectivement en place, dur, semblant homogène sur l'ensemble de la surface, gravillonné ; son épaisseur n'a pas pu être évaluée ;
 - sur cette même surface, la plate-forme semble avoir été constituée de manière qualitative : il n'y a pas de zones de tassement différentiel, la plate-forme est plane, sans creux ni relief perceptible ; ce qui semble confirmer la mise en œuvre des MIDND avec, au moins, de bonnes conditions de compactage ;
 - sur certaines franges périphériques (notamment une frange en interface avec le périmètre de l'ISDI), de petits « ravinages » latéraux (phénomènes érosifs dus aux écoulements des eaux météoriques) sont observés (cf. photo) ;
 - il est difficile d'évaluer la pente de la plate-forme finale, mais elle ne paraît pas parfaitement horizontale (les référentiels techniques sur la mise en œuvre de MIDND prévoient une pente pour l'aménagement final, afin de contribuer à la limitation de l'infiltration des eaux météoriques) ;
 - sur le flanc sud-Ouest de la « Zone Est-Sud », des MIDND ont été déversés sur le flanc, sans revêtement ni couverture (cf. photo). Dans ces conditions, ils sont directement exposés aux eaux météoriques. Cf. également à ce propos, le point de contrôle relatif à la rubrique 2760-2.
- L'inspection a interrogé l'exploitant sur le devenir des eaux météoriques tombant sur la « Zone Est-Sud », l'exploitant a confirmé que le réseau de gestion des eaux des ICPE de la plateforme ne couvrait pas la zone considérée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- A titre de « contrôle par sondage » l'exploitant doit communiquer tous les éléments de traçabilité (des analyses de lots jusqu'à la planche photo) de la campagne des 17-23/10/2023 (+ 24/10/2023 pour l'enduit). Il communiquera également les éléments relatifs aux lots de MIDND « Valaxion » mis en œuvre en septembre 2020 (selon le plan communiqué lors de l'inspection).
- L'exploitant doit communiquer tous les éléments à disposition pour établir la démonstration de la mise en œuvre effective d'un enduit sur les couches « anciennes ».
- L'exploitant doit retirer (en lien avec l'absence de fonction utile démontrée) les MIDND sur le flanc sud-Ouest de la « Zone Est-Sud » exposés aux eaux météoriques.
- L'exploitant doit représenter les niveaux topographiques du terrain naturel avant apport de MIDND sur la zone Est-Sud, à confronter aux niveaux topographiques finaux (et qui permettra de déterminer l'épaisseur des MIDND rapportés).
- Considérant les apports importants de MIDND (au moins), l'exploitant doit proposer une modalité de surveillance des eaux souterraines à l'aval hydraulique du site de Flangebouché (surveillance de paramètres traceurs à définir, au niveau d'une résurgence, d'une source, à préciser).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Non dilution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Non dilution
Prescription contrôlée : Dans le but de satisfaire aux dispositions du présent arrêté, il est interdit de procéder à : — un mélange de MIDND issus de lots périodiques différents ; — une dilution de MIDND avec d'autres substances ou objets ; — une stabilisation de MIDND.
Constats : L'exploitant précise avoir fait des campagnes de mise en œuvre engageant 4-5 lots de MIDND environ, en « mixant » des MIDND issus des UIOM de Pontarlier, Besançon et Noidans). Il est rappelé ici que la réglementation (article 6 de l'AM de novembre 2011) interdit de satisfaire aux dispositions de l'arrêté en mélangeant des lots périodiques différents (interdiction du principe de dilution pour aboutir, sur la base d'au moins un lot non conforme, à un lot mixte <i>devenant conforme</i> par le seul effet de dilution avec des lots initialement conformes).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les éléments de traçabilités demandés à l'exploitant dans la fiche n° 1 ci-dessus devront permettre de vérifier la conformité au présent article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 0 jour

N° 3 : activité de transit de produits minéraux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE, rubrique 2517
Prescription contrôlée : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques
Constats : La situation administrative des activités de transit de matériaux inertes localisées sur une partie de la « zone Est-Sud » est difficile à établir, en lien avec la co-existence au sein d'une vaste enceinte industrielle (surface totale de 10 ha, avec trois ICPE A/E, partiellement interdépendantes). Cette activité de transit n'est, en effet, pas clairement visée en tant que telle dans les actes opposables à ce jour aux 3 ICPE dûment autorisées / enregistrées. Pour autant, les exploitants (Vermot TP / la SEP) ont engagé des démarches il y a plusieurs années, concernant des activités de transit de matériaux inertes. Tout d'abord, un dossier de porter-à-connaissance (PàC) a été déposé, en 2006, relatif à une modification souhaitée pour les conditions de fonctionnement de la centrale d'enrobés (exploitée par la Société des Enrobés du Plateau, filiale de Vermot TP), et comportant par ailleurs une mise à jour des activités pratiquées sur le site de la SEP. Cette mise à jour, qui a été actée par courrier

préfectoral du 26 juillet 2006, comportait une ligne relative à la rubrique 2517 (dont le critère de classement était à l'époque le *volume* présent, et non la *surface* comme c'est le cas aujourd'hui) : le volume de matières minérales alors acté était de 19 000 mètres cubes. Les informations fournies à l'époque n'étaient pas d'une extrême précision quant à la nature desdites matières et à la localisation précise des stocks correspondants, mais considérant que la demande émanait de la SEP, il s'agissait de matières minérales vouées à rejoindre le procédé de fabrication d'enrobés (les croûtes d'enrobés et les fraisats d'enrobés étaient donc logiquement intégrés dans cette activité).

Une demande d'antériorité a ensuite été déposée par Vermot TP (et non plus la SEP) en date du 14 octobre 2013, pour une activité de transit de produits minéraux qui était sous le seuil de la déclaration lorsque le critère de classement était le volume présent, mais qui se trouvait nouvellement soumise à déclaration en raison de la seule évolution du critère de classement ; la surface de l'aire de transit de matériaux et déchets inertes en question concernait un stock de moins de 15 000 m³ (seuil de déclaration antérieur), d'une surface de 9300 m² (seuil de déclaration dans la nouvelle formule de la rubrique 2517 : 5000 m²). Cette demande a fait l'objet d'un courrier de réponse de l'administration en date du 8 novembre 2013, actant le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2517 pour cette activité (localisée, d'après le plan - très sommaire - joint à la demande, en partie Sud de l'enceinte industrielle de Flangebouche).

Des compléments sont donc nécessaires afin de déterminer dans quelle mesure les activités constatées le jour du contrôle sont totalement, ou seulement en partie, déjà « couvertes » par les dossiers de PàC de 2006 et 2013.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de permettre la clarification du statut des activités pratiquées à ce jour au sein du site de Flangebouche en matière de transit de produits minéraux, l'exploitant doit :

- Clarifier l'état des stocks de matériaux inertes en place à ce jour (nature des matériaux, volumes, lien de connexité avec SEP / IME / autre) ;
- Établir un bilan « global Flangebouche » de la situation par rapport à la rubrique 2517 (périmètre et surface totale dédiée à chaque activité, nature des matériaux, localisation des différents stocks) ;
- Si écart entre ce qui est déjà couvert par les donner acte et ce qui est pratiqué à ce jour, déposer un dossier de PàC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Statut du dépôt de mâchefers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE, rubrique 2760-2

Prescription contrôlée :

Rubrique 2760-2 de la nomenclature des ICPE (stockage de déchets non dangereux non inertes). 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540b) Autres installations que celles mentionnées au a

Constats :

La question première posée par la réglementation relative à la mise en œuvre de « matériaux

alternatifs » (à base de déchets) dans un aménagement, est celle de l'utilité de ce dernier. Si cette dernière n'est pas démontrée, il peut en effet être considéré que l'aménagement est en réalité une installation de stockage de déchets « déguisée » (l'opération étant alors une opération *d'élimination*, et non une opération de *valorisation*). Il en est de même si l'intention première était d'éliminer des mâchefers, et non de mettre en place un aménagement dont l'utilité n'a été considérée qu'a posteriori.

Ici, l'exploitant n'a présenté aucun élément attestant que le projet « à terme » d'une installation de transit de matériaux pré-existait au démarrage des campagnes de mise en œuvre de dizaines de milliers de tonnes de mâchefers : la justification de la mise en place de cette opération de remblayage au moyen de grandes quantités de MIDND a été apportée postérieurement à une interrogation spécifiquement orientée sur sa raison d'être ; il n'est donc pas possible d'être certain que les MIDND ont été mis en œuvre de la sorte parce qu'il y avait un projet rationnel à l'amont, ou s'ils ont été mis en œuvre de la sorte par commodité, avec émergence par la suite d'un projet apparaissant cohérent avec la résultante de l'opération. Il est toutefois souligné, à charge, que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de l'administration un tel projet *avant* de démarrer ses campagnes de mise en œuvre de mâchefers. Il n'a pas non plus mené les démarches administratives requises au titre du Code de l'Urbanisme, ni celles requises potentiellement en application de la loi sur l'eau (nomenclature IOTA notamment).

Enfin, si la « commodité » pour l'exploitant d'une vaste plate-forme parfaitement nivelée à la cote finale de l'ISDI peut être comprise techniquement, l'exploitant n'a apporté aucun élément démontrant que l'activité souhaitée *n'aurait pas pu être exercée dans des conditions techniques correctes en la positionnant à peu de chose près au niveau du terrain naturel* (faiblement rehaussé (simplement terrassé / nivelé)) au moins en partie Sud. Cette démonstration est d'autant plus difficile à établir que la plate-forme de Flangebouche dispose de plusieurs accès, dont un desservant facilement le côté Sud.

En lien avec les constats réalisés sur le terrain, et notamment le déversement de mâchefers sur un talus, sans aucune protection vis-à-vis des eaux météoriques : avec une mise en œuvre (semblant rationnelle par rapport à l'objectif recherché) de couches successives de MIDND depuis le niveau initial du sol vers un niveau « cible » correspondant à la « jonction » avec le haut de l'ISDI telle qu'elle sera configurée en fin d'exploitation (horizon 2027), il est difficile de comprendre l'objectif utile recherché par le déversement de MIDND sur les flancs depuis le haut de la plate-forme. En effet, pour construire une plate-forme, il est apporté du matériau depuis le bas vers le haut en couches successives, le matériau n'est pas déversé sur les talus (recouverts de terre) depuis le haut une fois la hauteur souhaitée atteinte. Ce déversement, bien qu'isolé le jour du contrôle, s'apparente dès lors à une opération d'élimination, et vient décrédibiliser non pas *l'utilité* de la plate-forme, mais la finalité première qui a conduit à sa mise en place.

Interrogé sur la surface de la « Zone Est-Sud » à terme (environ 2 ha), l'exploitant précise que pour une activité telle que celle qu'il envisage (activité de transit de produits minéraux), elle n'est absolument pas excessive. Pour pouvoir mettre en place dans de bonnes conditions des tas de matériaux différenciés, avec des espaces et des sens de circulation rationnels, c'est même, selon lui, la surface minimale à viser. Le retour d'expérience de l'inspection sur des activités de cette nature est relativement convergent : de tels sites ont des surfaces importantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de permettre une clarification du statut de ce dépôt important de mâchefers, l'exploitant doit :

- Apporter tout élément de nature à montrer qu'au moment où il a débuté la mise en place de la plate-forme constituée d'un empilement de couches de MIDND, l'exploitant savait qu'il voulait y

positionner à terme une installation de transit de produits minéraux. - Apporter la justification que l'activité 2517 souhaitée n'aurait pas pu être exercée au moins en partie sud, au niveau du terrain naturel faiblement rehaussé (pour simplement disposer d'une surface plane). La démonstration devra notamment intégrer la topographie du terrain avant que l'exploitant ne monte sa plateforme. - Apporter les éléments concernant les MIDND déversés sur un talus (lots concernés, quantités, analyses, dates d'entreposage, filières de traitement envisagées, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conditions de mise en œuvre des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe, 1°
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des chantiers « routiers »
<p>Prescription contrôlée : « CRITÈRES À RESPECTER POUR LE RECYCLAGE EN TECHNIQUE ROUTIÈRE DE MÂCHEFERS D'INCINÉRATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX 1° Critères de recyclage liés à la nature de l'usage routier : Les usages autorisés sont les usages, au sein d'ouvrages routiers revêtus ou recouverts, des types 1 et 2 définis ci-après. Les usages routiers de type 1 sont les usages d'au plus trois mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus. Les usages routiers de type 2 sont les usages d'au plus six mètres de hauteur en remblai technique connexe à l'infrastructure routière ou en accotement, dès lors qu'il s'agit d'usages au sein d'ouvrages routiers recouverts. Relèvent également des usages routiers de type 2 les usages de plus de trois mètres et d'au plus six mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus. Un ouvrage routier est réputé revêtu si sa couche de surface est réalisée à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et si elle présente en tout point une pente minimale de 1 %. Un ouvrage routier est réputé recouvert si les matériaux routiers qui y sont présents sont recouverts par au moins 30 centimètres de matériaux naturels ou équivalents et s'il présente en tout point de son enveloppe extérieure une pente minimum de 5 %. L'utilisation de matériaux routiers est interdite pour la réalisation de systèmes drainants. L'utilisation des matériaux dans le but de réaliser des travaux de préchargement est interdite. »</p> <p>Constats : L'exploitant indique avoir réalisé un ensemble d'opérations avec des lots de MIDND « valorisables ».</p> <p>Il précise également que <u>des lots permettant des usages de type 1</u>, et des lots permettant des usages de type 2, ont été utilisés pour le plate-formage de la « Zone Est-Sud » ; il indique que les épaisseurs mises en œuvre pour les lots de type 1 sont moindres (« <i>jamais plus de 3 mètres</i> », selon lui) que celles mises en œuvre pour les lots de type 2.</p> <p>Le registre de traçabilité a été rapidement présenté et consulté en salle : les flux de MIDND sont, depuis mi-2021, essentiellement dirigés vers la « zone Est-Sud ».</p>

<p>En provenance de l'UIOM de Pontarlier : 13 000 tonnes.</p> <p>En provenance de l'UIOM de Besançon : 16 000 tonnes.</p> <p>En provenance de l'UIOM de Noidans-les-Vesoul : 9 000 tonnes (depuis 25/07/2022).</p>
<p>Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique qu'il n'aura plus besoin d'apporter d'importants volumes de MIDND pour finaliser la « Zone Est-Sud » ; il estime qu'il y aura de simples « réglages » à faire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communiquer ses registres de traçabilité depuis 2021 (inclus) ; dans un second temps, les registres remontant jusqu'à l'année 2015 pourraient être demandés par l'inspection. - Fournir les documents associés aux couches successives (composition, surface, hauteur).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Porter à connaissance

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 181-46-II</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à -« R. 181-32-1 » et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone Est-Sud fait partie de la « plate-forme de Flangebouche » et n'a pas d'existence administrative : elle ne correspond (à l'exception de certaines activités classables au titre de la rubrique 2517, cf. point de contrôle relatif à cette rubrique), à aucune activité autorisée ou enregistrée en lien avec l'installation de production d'enrobés, l'installation de maturation et d'élaboration (IME) des MIDND, ou l'ISDI.</p> <p>Indépendamment du fait qu'elle a été remblayée avec des MIDND, la « Zone Est-Sud » relève de démarches administratives (qui n'ont pas été engagées) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en raison de l'apport de matériaux rehaussant considérablement la cote par rapport au terrain naturel (dossier de porter à connaissance requis au titre de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement), - en raison de l'activité présente à son sommet à ce jour (cf. point de contrôle relatif à la rubrique 2517 ; la situation de l'établissement par rapport à la rubrique 2517 n'est, au pire, que <i>partiellement irrégulière</i>),

- en raison de l'activité prévue à terme, puisque c'est finalement l'extension de l'activité 2517 qui aurait, selon l'exploitant, motivé la mise en place de ladite plate-forme constituée à l'aide de MIDND (dossier d'enregistrement, ou de porter-à-connaissance, potentiellement requis).

En cohérence avec le motif de sa mise en place, l'exploitant doit déposer au moins, à titre de régularisation, un dossier ICPE correspondant à la plate-forme de transit / tri / formulation de matériaux alternatifs / recyclés qui sera (**NB** : et est, pour partie, même si à un niveau d'activité moindre que celui souhaité *in fine*, d'ores et déjà...) positionnée au « sommet » de la « Zone Est-Sud » dans sa configuration définitive. De cette manière, adossée à une finalité cohérente, la « Zone Est-Sud » pourrait au moins revendiquer le statut de plate-forme (dont la mise en place préalable à un projet industriel construit, dûment porté à la connaissance de l'administration, deviendrait nécessaire), et non celui d'une installation de stockage de MIDND « déguisée » (cf. point de contrôle relatif à la rubrique 2760-2).

Enfin, l'exhaussement de sol, quelle que soit sa finalité, relève très probablement d'un permis d'aménager (et *a minima*, d'une déclaration préalable), requis au titre du Code de l'Urbanisme.

NB : Les travaux de remblaiement peuvent être soumis à déclaration ou à autorisation au titre du Code de l'Urbanisme. Les travaux d'exhaussement du sol sont en effet soumis à déclaration préalable ou à permis d'aménager en fonction de leur hauteur, de leur surface et de leur localisation, à moins qu'ils ne soient nécessaires à l'exécution d'un permis de construire [NDLR : ce qui n'est pas le cas en l'espèce]. L'article R. 421-23 du Code de l'Urbanisme prévoit ainsi que les exhaussements du sol dont la hauteur excède deux mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 100 m² doivent être précédés d'une déclaration préalable.

Là aussi, l'exploitant interrogé à ce sujet, indique n'avoir engagé aucune démarche dans la perspective d'obtention d'un tel permis. Son attention est attirée sur le fait que si l'opération relève (indépendamment de sa finalité), d'un permis d'aménager, et que ledit permis n'est pas obtenu, alors l'activité (partiellement déjà) en place / prévue au sommet de la « Zone Est-Sud » ne pourra pas être autorisée / enregistrée au titre ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- Arrêter immédiatement tout apport de MIDND (de type 1 comme de type 2) sur la « Zone Est-Sud ».
- Clarifier la situation administrative au regard de la réglementation applicable aux ICPE du site de Flangebouche dans son ensemble (ensemble du site de Flangebouche, ensemble des rubriques autorisées / enregistrées / déclarées, et ensemble des rubriques relevant d'un classement non encore acté à ce jour ; exposé du détail des activités vis-à-vis de chaque rubrique),
- Clarifier sa situation au titre du Code de l'Urbanisme auprès des services de la DDT 25.
- Clarifier sa situation au titre de la loi sur l'eau (IOTA), également auprès des services de la DDT 25.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Inspection VERMOT TP à Flangebouche le 10 avril 2024
Planche photos



Vue aérienne datée de l'année 2020
 (de nombreux tas de matériaux, avec matériel
 de criblage, sont présents en partie Sud)



Sur cette vue aérienne plus récente (post-2020),
 on observe en partie Sud et Sud-Est le début des
 travaux de plate-formage



10/04/2024 : Vue prise depuis le sommet de la
 plate-forme constituée de couches de MIDND
 (à gauche) ; à droite, limite de l'ISDI.
 Dans le tiers supérieur, on observe des
 ravinements.



10/04/2024 : Vue générale, en limite Sud-Ouest,
 du déversement de MIDND au-dessus du talus
 recouvert de terre



10/04/2024 : (Photo prise depuis la partie Nord, dirigée vers la partie Sud). A gauche, stock de croûtes d'enrobés. A droite, divers stocks de matériaux inertes destinés à permettre la formulation de divers granulats recyclés